

Pour enclencher la remigration, il faut baisser les retraites



ANALYSE – Aujourd’hui, la France est en proie à de très nombreux problèmes qui semblent converger en une cause unique : la faiblesse démographique européenne. Après la crise des émeutes de banlieue de 2005, la crise bancaire de 2007, la crise européenne des dépenses publiques de 2010, les attentats du Bataclan de 2015, la crise des Gilets jaunes et la signature du pacte de Marrakech en 2018, un tour d’horizon de la situation s’impose afin de connecter tous les éléments les uns aux autres.

CONSTAT 1 : Le système des retraites et de dépenses de santé pour les retraités est une pyramide de Ponzi

En effet, l’actif ne paye pas pour sa retraite future mais pour celle du retraité actuel. Le système dépend donc du nombre d’actifs qui rentrent dans la pyramide. Le système par répartition est sans retour : une fois l’actif entré dans la pyramide, il est piégé à l’intérieur.

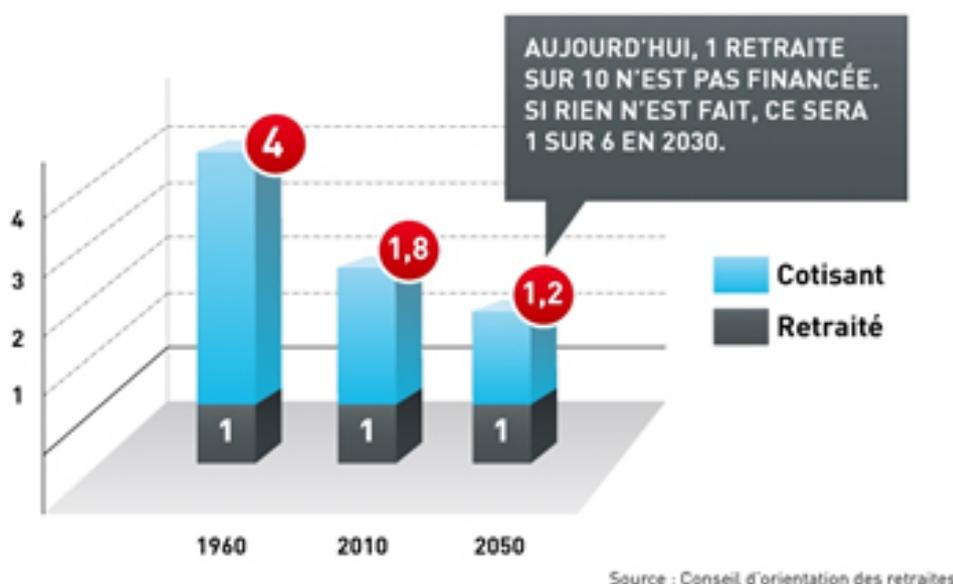
Comme dans tout schéma de Ponzi, l’argent à faire rentrer dans la pyramide suit une croissance exponentielle. Plus il y a de retraités, plus il y a besoin de travailleurs actifs payant les retraites.

Or, le nombre de retraités de droit direct en France croît

continuellement de 149 000 par an.

Aujourd'hui il y a 1,7 cotisant par retraité, alors que dans les années soixante, quatre actifs payaient les cotisations pour un retraité. Les principales causes de cet état de fait problématique sont le non-renouvellement des générations à cause de la baisse de natalité, le chômage de masse et l'allongement de la durée de vie

ÉVOLUTION DU RATIO ACTIFS COTISANTS/RETRAITÉS

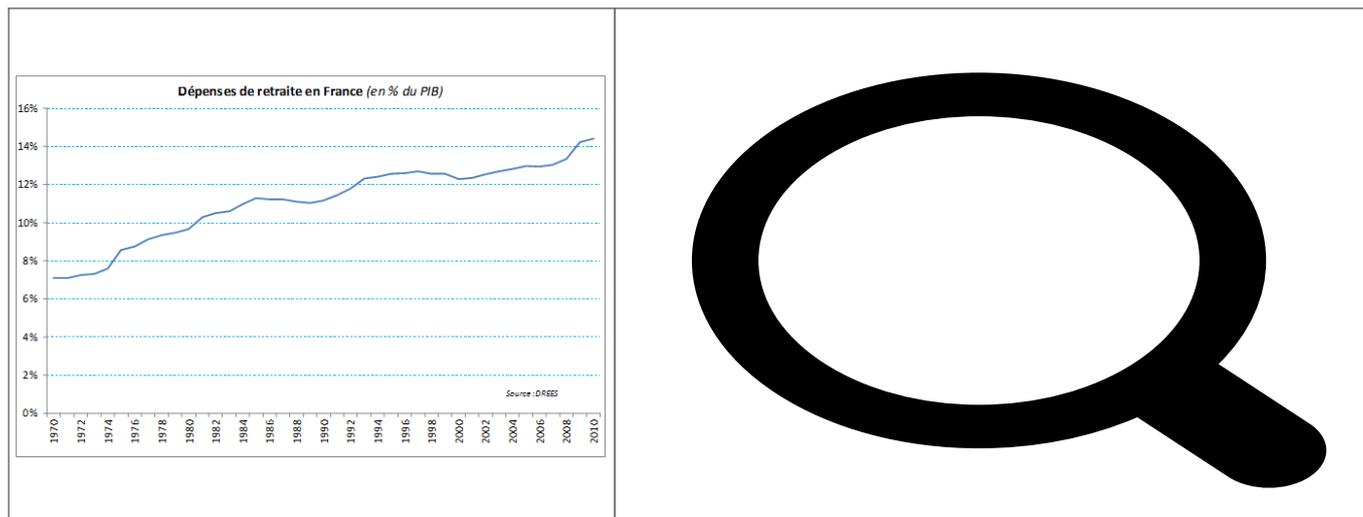


Le nombre de retraités va doubler d'ici à 2035 pour atteindre 25 % du total de la population, puis 35 % en 2050. Les pensions pèsent actuellement 14 % du PIB. Pour maintenir les pensions au niveau actuel, il faudra consacrer plus de 30 % du PIB français aux retraités.

La déflation démographique (baisse des naissances depuis 1975 et vieillissement de la population) rend impossible toute stabilisation des comptes publics avec l'entretien d'un tel système social. Même avec dix ans de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, les coupes drastiques dans le service public n'ont pas suffi à réduire significativement le déficit. La hausse des dépenses de retraites et de santé engloutissent

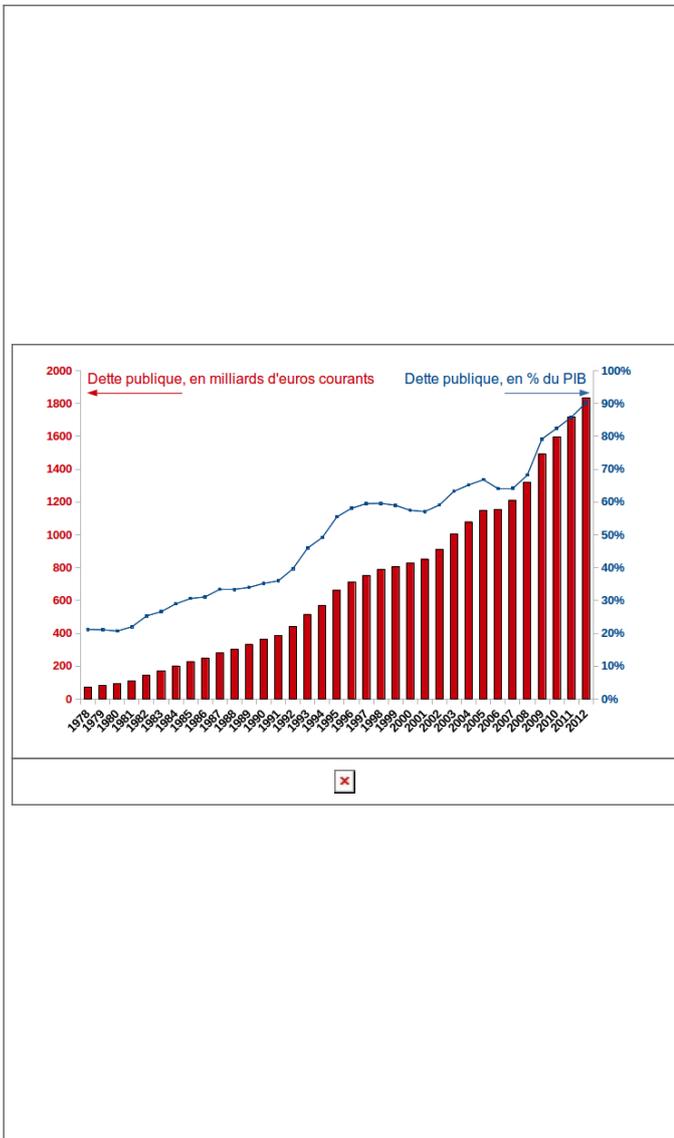
tous les efforts budgétaires.

Selon le rapport de l'Onu pour les migrations de remplacement, la pression du système de retraites va s'accroître significativement à partir de 2020 pour la France. Il est notable que le système de sécurité sociale partage les mêmes caractéristiques que le système de retraite dans la mesure où la nécessité de soins est fortement corrélée à la vieillesse.



L'ensemble des pensions de vieillesse et de survie s'élève à 308 milliards d'euros en 2016, soit environ **un septième du produit intérieur brut (PIB)** et près d'**un quart du total des dépenses publiques**. En 2016, les masses financières de pensions augmentent de 1,5 % en euros constants.

Chiffres issus du rapport [2017](#) et [2018](#) du service de la statistique publique du DREES.



Tableau

Ce que financent 1000 euros de dépenses publiques

Dépenses	Sous-dépenses	Pour 1000€ en France	
Protection sociale	dont retraites	268 €	
	dont assurance-maladie	191 €	
	dont famille (ex : allocations familiales)	42 €	
	dont chômage	35 €	
	dont aide au logement (ex : APL)	17 €	
	dont autre solidarité (ex : prime d'activité, RSA)	22 €	
	Sous total protection sociale	575 €	
Dépenses sectorielles	dont affaires économiques (ex : crédits d'impôts aux entreprises, soutien aux ENR, aides sectorielles, subventions et avances pour l'innovation)	53 €	
	dont transport et équipements collectifs (ex : développement et entretien des réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux)	43 €	
	dont culture (ex : frais de fonctionnement des musées nationaux)	22 €	
	dont environnement (ex : gestion de l'eau et des déchets)	16 €	
	dont infrastructures (ex : éclairage public)	9 €	
		Sous total dépenses sectorielles	143 €
	Services publics régaliens	dont défense	31 €
dont sécurité		25 €	
dont justice		4 €	
		Sous total régaliens	60 €
Education		96 €	
Recherche		23 €	
Administrations publiques (services des Impôts, mairies et autres collectivités territoriales, préfetures, ambassades-consulats, caisses de sécurité sociale, etc.)		66 €	
Charge de la dette		37 €	

Source : Eurostat, calculs DG Trésor

CONSTAT 2 : Officiellement, l'immigration est utilisée comme levier pour augmenter la population active

L'Onu prévoit [trois scénarios](#) pour la France :

- pour maintenir la population active constante, 5,5 millions d'immigrés supplémentaires seront nécessaires d'ici 2050
- pour garder un retraité pour trois actifs, 16 millions d'immigrés supplémentaires seront nécessaires d'ici 2050
- pour conserver le système de retraite de 1995, 93 millions

d'immigrés supplémentaires seront nécessaires d'ici 2050.



Nombre d'immigrés annuel net en moyenne pour l'Union européenne entre 2000 et 2050 pour maintenir selon six différents scénarios démographiques, en millions d'immigrés ([page 39 du rapport de l'ONU sur les migrations de remplacement](#)). Scénario III : objectif de population constante. Scénario IV: objectif de population active constante. Scénario V : objectif d'un retraité pour trois actifs. Scénario VI : objectif d'équilibre entre retraités et actifs identique à la situation de 1995.

CONSTAT 3 : Officieusement, l'immigration ne règle pas le problème des retraites et accentue sur le long terme les difficultés budgétaires

L'immigration est en vérité utilisée pour gonfler artificiellement la consommation du pays de sorte à faciliter ses capacités d'endettement. Plus de consommateurs (payés avec les impôts des Français de souche) = plus de consommation = plus de croissance du PIB = plus de capacité d'endettement de l'État français.

Le système de base de retraite par répartition n'étant pas viable et l'immigration étant incapable de remplacer en terme de productivité la population d'origine sur des volumes nécessaires d'immigrés aussi gigantesques, l'endettement devient l'enjeu majeur pour gagner du temps. L'immigration est le rouage permettant au système d'endettement de perdurer en ajustant la population sur le territoire, et donc le PIB, et donc la croissance économique. Dans cette optique,

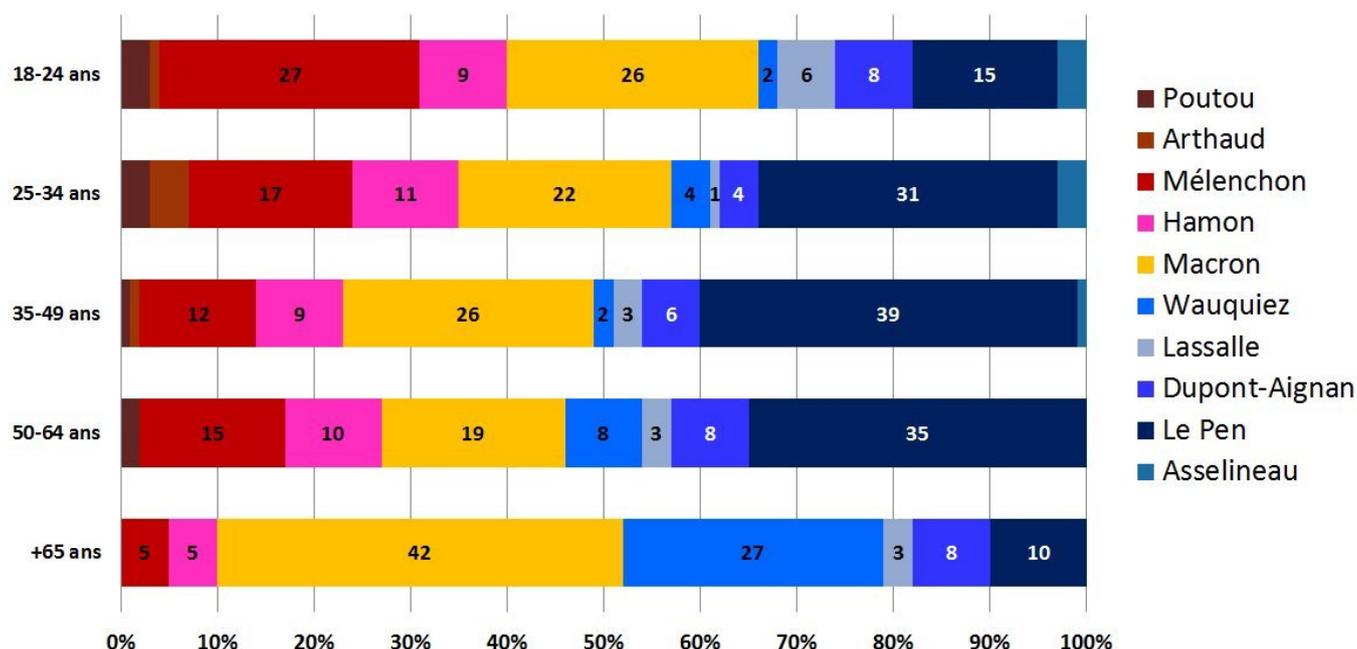
l'immigration de qualité n'existe pas. Aucun monde ne peut fournir 200 000 immigrés de qualité chaque année pour un seul pays. Dans cette pyramide de Ponzi migratoire, la quantité est le seul facteur : le plus est le mieux.

Par exemple, lorsque des visas étudiants sont délivrés, on pensera d'abord à la [consommation qui découlera de cette arrivée d'étudiants étrangers](#) sur le sol français. À partir des années 80, la dérégulation bancaire devient fondamentale pour permettre de créer et gérer de tels volumes de dettes.

CONSTAT 4 : Du fait de la déflation démographique, les retraités et les actifs proches de la retraite deviennent un corps électoral de plus en plus conséquent

Ils votent en conséquence pour leur intérêt de classe d'âge : maintenir leur propre niveau de vie au détriment des générations suivantes.

Répartition des votes selon la tranche d'âge



Enquête BVA-Salesforce pour la Presse Régionale et Orange réalisée par Internet le 23 avril 2017.

CONCLUSION

La reddition des Français s'explique principalement par leur volonté de continuer à bénéficier d'un système de retraite et de santé qui est en inadéquation totale avec le modèle démographique choisi (baisse du nombre de naissances donc baisse du nombre d'actifs). Pour certaines tranches de l'électorat, l'objectif est clairement de jouir des derniers instants de cette construction frauduleuse et de laisser les générations suivantes gérer les conséquences de ces choix irresponsables.

Une politique de retour au pays pour les immigrés et descendants d'immigrés inassimilés permettrait une bouffée d'air budgétaire, mais entraînerait une récession et une déflation brutales du fait de la décroissance démographique et donc de la diminution de la consommation. Une telle situation

ne permettrait plus l'endettement. Par conséquent, l'excédent budgétaire primaire devrait être atteint dès le début de la mise en place de la politique de retour au pays.

Une politique sensée serait donc articulée sur trois axes :

1. Enclencher le retour aux pays pour les immigrés inassimilés, avec des systèmes tels que la privation d'allocations sociales et la déchéance de nationalité pour les condamnés à des crimes et délits. Les volumes concerneraient alors 25 % de la population immigrée d'origine africaine, très majoritairement des hommes. De telles politiques s'accordent bien avec des populations bénéficiant de la double nationalité.
2. Mener une politique nataliste forte, avec des mesures telles que les crèches sur les lieux de travail, la promotion du télé-travail, une transformation du système d'allocations sociales pour privilégier les familles faisant deux à trois enfants. La facilité d'accès au logement du fait de la récession démographique entraînée par la politique de retour au pays permettrait de desserrer l'étau financier sur les jeunes couples.
3. Réduire les retraites progressivement, permettant de gagner le temps indispensable au rétablissement du taux de fécondité des Françaises.

Malgré l'urbanisation galopante et le massacre de nos paysages, le choix de la décroissance démographique serait catastrophique. Le rétablissement du taux de fécondité est crucial pour permettre de gérer de concert la question de la remigration des allogènes et la question des retraites. C'est par cette unique voie que nous éviterons le crash total et toutes les conséquences qui en découleront.

PETER COLUMNS

science-et-remigration.com